

Suicides, espionnage, népotisme... L'Office européen des brevets est une poudrière.

Les syndicats dénoncent le climat de terreur qui régnerait à l'Office européen des brevets et aurait entraîné suicides, arrêts de travail et répression. Le scandale est remonté jusqu'aux gouvernements.



Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets. (EFE)

[Carlos Sánchez](#)

Durée de lecture 6 min.

26/11/2015 – 05:00

C'est **Florian Mueller**, une autorité mondiale dans le domaine de l'octroi de brevets [qui le dit](#) : « Les dernières informations qui nous sont parvenues seraient impensables en n'importe quel lieu du monde civilisé, mais l'Organisation européenne des brevets ne fait, tout simplement, pas partie du monde civilisé ». D'aucuns [déclarent](#) même que l'Office est aujourd'hui la dernière **dictature** sur le territoire européen.

À quoi l'Allemand Mueller fait-il référence ? Ni plus ni moins au climat de **panique au travail et de terreur psychologique** qui s'est installé parmi une grande partie des près de 7 000 employés de l'Office européen des brevets ([OEB](#)). Les représentants syndicaux dénoncent une situation qui, au cours des dernières années, a provoqué au moins cinq suicides (un employé s'est précipité par la fenêtre en juillet 2013 à l'établissement de La Haye) et fait que bien d'autres souffriraient d'une énorme **pression psychologique**, qui les conduirait à accorder des brevets sans véritablement en vérifier la qualité technique.

L'important, assurent certaines sources, est la productivité, même si certains brevets sont annulés par la suite. Des documents internes de l'Office des brevets lui-même recèlent également des [dénonciations](#) qui révèlent comment certaines grandes sociétés bénéficient

d'un **traitement de faveur** par rapport aux petites entreprises lors du traitement des dossiers d'instruction des demandes.

Près de 2 000 salariés ont récemment manifesté dans les rues de Munich contre la gestion du président et de l'équipe de direction.

Le dernier incident s'est produit le vendredi 13 novembre dernier, lorsque deux employés, l'un espagnol, **Jesús Areso**, et l'autre français, **Laurent Prunier**, ont été sommés de déposer, à l'établissement de La Haye, devant l'Unité d'investigations de l'OEB dépêchée par le président de l'OEB, le Français **Benoît Battistelli**. Le syndicat [SUEPO](#), qui regroupe les employés de l'Office des brevets, [a dénoncé](#) le fait qu'après ces interrogatoires, dont le caractère d'intimidation était évident, les deux employés durent être évacués d'urgence vers l'hôpital, l'un ayant subi une grave crise de nerfs et l'autre ayant dû être admis à l'hôpital pour des motifs similaires. M. Prunier est toujours en arrêt maladie.

Ce n'est pas tout. Certains fonctionnaires ont été écartés de leur poste de travail et d'autres ont [dénoncé](#) devant les tribunaux les persécutions qu'ils subissent. Au moins trois représentants des salariés ont été écartés de leur poste à Munich, [Elisabeth Hardon](#), **Ion Bromme** et **M. Weaver** et deux autres à La Haye. Le député socialiste des Français de l'étranger **Pierre-Yves Le Borgn'** [a demandé](#) des explications publiques au président de l'OEB sur le climat de répression et l'a fait savoir officiellement au ministre français de l'Économie, **Emmanuel Macron**, afin qu'il prenne position à ce sujet.

Méthodes déplorables

M. [Le Borgn'](#) dénonce dans sa lettre l'existence d'interrogatoires pénibles réalisés avec une « **violence inhabituelle** », qui ont provoqué chez certains employés un « état de choc » et qui les ont obligés à recevoir un traitement médical. Ni les droits de l'homme, ni le droit du travail ne peuvent s'arrêter aux portes du siège de l'Office européen des brevets, rappelle le haut responsable français dans son courrier, qui réclame, à son tour, que les pays membres dénoncent ces pratiques.

Certains fonctionnaires ont été écartés de leur poste de travail et d'autres ont dénoncé devant les tribunaux les persécutions qu'ils subissent au travail.

La situation en est arrivée à une telle extrémité que, fait inédit dans ce type d'institutions internationales dans lesquelles travaillent des fonctionnaires de nombreux pays, de cultures très différentes, près de 2 000 salariés ont récemment manifesté dans les rues de Munich contre la gestion du président, soutenu par l'Espagne, et de l'équipe de direction, accusés de **népotisme** et d'**irrégularités** pour acheter des soutiens. En effet, comme l'indique une source qui préfère garder l'anonymat, le vote d'un représentant de l'**Albanie** ou de la **Géorgie** vaut autant que celui de l'Allemagne, ce qui facilite les arrangements sous forme de voyages, d'indemnités, de soins médicaux ou de recettes exceptionnelles. Une situation très similaire à ce qui se passe à la FIFA, dans le processus de prise de décision, où les pays ayant moins de ressources se plient aux décisions contre de l'argent.

Le scandale [est déjà remonté](#) jusqu'aux pages de quelques grands périodiques européens et le commissaire allemand à la protection des données a même demandé à l'Office européen des brevets de respecter les droits des salariés. Même dans la presse néerlandaise, [on peut lire](#) qu'a été instauré à l'OEB un régime de terreur contre les salariés qui s'agitent contre les **décisions arbitraires** de leurs supérieurs.

Propagande nazie

Le président de l'OEB, Benoît Battistelli, rejette ces accusations et, dans un courrier adressé au ministre français de l'Économie, impute les incidents aux représentants des salariés eux-mêmes et à une « **campagne de diffamation** » contre sa personne. Il indique même qu'un haut fonctionnaire de l'OEB a été écarté de ses fonctions parce qu'il était lié à des fuites de documents confidentiels et avait même entreposé des armes et de la propagande nazie dans son bureau.

Certains députés du Parlement européen se sont déjà intéressés au climat de panique au travail qui règne à l'OEB, qui serait, selon les syndicats, sous la coupe de fonctionnaires français proches du président, dont ils seraient la garde prétorienne. L'indignation provoquée par le fait que des dispositifs avec caméra et **matériel d'espionnage** aient été installés sur certains ordinateurs en accès public pour enregistrer les écrits des salariés est remontée jusqu'à Strasbourg. L'OEB a été accusé depuis différentes instances de ne pas comporter de **Chambre des recours** suffisamment indépendante. Cette Chambre traite les recours formés contre les décisions de sa propre organisation de brevets.



Plusieurs députés européens se sont intéressés à la question. (EFE)

L'Office est une organisation de caractère international, créée dans le cadre de la Convention sur la délivrance de brevets européens de 1973, qui applique ses propres règles du travail et a des établissements à Munich, La Haye, Berlin et Vienne. Ses adhérents sont tous les membres de l'Union européenne (UE) plus une dizaine de pays du continent (Suisse, Norvège, Turquie, Albanie ou Géorgie) et il est dirigé depuis 2010 par le Français Benoît Battistelli, qui se trouve dans l'œil du cyclone et peut compter sur le **soutien** de l'Espagne.

M. Battistelli a, en effet, été nommé docteur honoris causa de l'Université Menéndez Pelayo en juillet 2014. Le représentant espagnol à l'OEB est **Alberto Casado**, nommé vice-président pour cinq ans en 2012 et qui était auparavant directeur général de l'Office espagnol des brevets et marques. L'actuelle directrice générale est **Patricia García-Escudero**, sœur du président du Sénat, dont la nomination à cette fonction a donné lieu à une polémique. Elle a été nommée sans attendre la fin des délais légaux.

Comme l'indique la presse allemande, le problème est que l'Office européen des brevets est un État dans l'État, **car il fonctionne avec ses propres lois**. Le président, selon les statuts, dispose de larges pouvoirs et est soumis au seul contrôle du conseil d'administration, où sont

représentés les 38 pays membres. C'est pourquoi les **règles du jeu** qui s'appliquent aux Pays-Bas ou en Allemagne n'ont pas cours à l'OEB. Selon les propos d'une personne qui connaît bien l'organisation de l'intérieur, l'OEB « a échappé à tout contrôle ».